**QUEL AVENIR POUR LA PRESSE ECRITE ?**

**Cas du Mali**

**Communication présentée par M. Makan Koné,**

**Directeur de publication du journal Nouvelle Libération/Mali**

**Secrétaire général du Forum des Editeurs Africains/The African Editors Forum (TAEF)**

**Ancien président de la Maison de la Presse du Mali**

**makankone@yahoo.fr**

**Introduction**

La question relative à l’avenir de la presse écrite ne s’est pas posée qu’avec le boom du numérique et/ou des réseaux sociaux mais, depuis qu’Internet s’intéresse à l’actualité à travers les sites, plateformes d’information et journaux en ligne qui s’y trouvent, désormais et, depuis que les lecteurs diminuent de plus en plus et que le marché des annonces et autres publicités se rétrécit de jour en jour. La liste des menaces sur la survie de la presse écrite n’est pas exhaustive.

S’il est donc vrai que les réseaux sociaux et autres sites (Internet) d’actualité menacent la pérennité de la presse écrite, il est important de signaler qu’à côté de cette réelle menace existent plusieurs autres pouvant entraîner, un jour, la disparition du «journal-papier». Le cas de la presse malienne (qui ressemble à la plupart des autres pays) est plus que révélateur de cette crise qui menace les journaux.

**Création anarchique**

Au Mali, la période faste de la presse écrite (papier), son printemps, pourrait-on dire, remonte aux années quatre-vingt-dix (90) avec l’avènement de la démocratie. À cause du rôle qu’elle a joué dans ce processus et son éclosion, elle était respectée, soutenue et encouragée contrairement à nos jours. Les quelques journaux et journalistes à l’époque n’avaient pas le souci du lendemain, ne se préoccupaient pas des frais de fonctionnement, travaillaient et vivaient bien heureux dans les quelques rédactions qui existaient. L’Etat et les partenaires les soutenaient au maximum et les ressources financières suffisaient à assurer les charges. Aussi, l’Aide publique à la presse suffisait aux quelques journaux et radios qui existaient.

Aujourd’hui, le Mali compte plus d’une centaine de titres qui paraissent de manière, plus ou moins, régulière et, tous, quasiment, tirent le «Diable par la queue», paraissent difficilement grâce à un personnel sous-payé ou pas payé, dans certains cas. Les titres se créent en longueur de journée sans aucun garde-fou. Tout le monde peut créer un journal, dans un pays culturellement marqué par l’oralité et qui connaît une mutation profonde de sa presse, dont la situation se dégrade année après année. Les Maliens qui, historiquement, lisent très peu, s’éloignent encore plus, chaque jour, un petit peu, de la presse papier à cause de la transition numérique et sa «démocratisation». Paradoxalement, aujourd’hui, ils lisent un peu plus mais, sur les ordinateurs, téléphones et autres tablettes.

**Mévente chronique**

**L’autre menace, et non des moindres, sur la presse écrite au Mali est, aussi et surtout, la mévente. Elle a commencé à être ressentie** au début des années 2000. Les lecteurs qui, à l’image du pays, connaissent la crise préfèrent s’occuper, d’abord, du quotidien récurrent de la famille avant de se «payer le luxe» de faire un tour au kiosque à journaux.

En plus de la crise, l’arrivée d’Internet sur, quasiment, tous les téléphones portables, grâce à la multiplication des opérateurs, a changé les habitudes des uns et des autres. Les Maliens, pour la plupart, surtout ceux de l’administration, se dirigent le matin vers les sites internet pour s’informer avant de se procurer les photocopies des journaux du jour auprès du collègue du bureau.

On peut donc dire que la presse écrite, au Mali, et dans la quasi-totalité des pays, déjà impactée par la crise financière, le manque de professionnalisme et la multiplication anarchique des titres, a subi un énième coup de grâce avec l’accès facile, et à un coût relativement abordable, à Internet, l’apparition des smartphones et des télévisions privées. En réalité, la question de la survie de la presse écrite est importante et se pose avec insistance car, les habitudes sont en train de se modifier radicalement : le format écrit, matériel, papier, perd de sa pertinence à l’ère du tout numérique.

**Sites d’information et journaux en ligne**

Aujourd’hui, la question de la survie de la presse écrite est d’autant plus importante que l’évoquer, c’est évoquer l’avenir, même du métier de journaliste. En effet, tout le monde peut s’improviser journaliste. N’importe qui, de nos jours, parce qu’il possède un smartphone ou une tablette, une connexion, se croit autoriser à diffuser une information, publier une photo de ce qu’il considère comme un évènement sur une place, dans un coin de rue ou lors d’une réunion.

Les journalistes en reportage, le participant à une rencontre, l’organisateur de la réunion, sont, pratiquement, tous, sur le même pied d’égalité quand il s’agit de «balancer» un insolite de ladite réunion. Par conséquent, le reporter presse écrite qui doit rentrer à sa rédaction, préparer son «papier» et le publier pour le lendemain, est devancé de plusieurs heures par «le simple détenteur de Smartphone», si ce dernier abonde dans le même sens que lui en termes de traitement de l’information. C’est sur ce point que l’on peut espérer faire bouger les lignes en faveur du « papier ».

À cause de l’instantanéité des publications numériques, elles ne peuvent et ne pourront pas faire cas de certains détails dans le traitement de l’information, c’est sur cela que la presse écrite doit insister et faire la différence. Les sites internet et les journaux en ligne sont, presque, dans le même cas face à la presse écrite qui doit, obligatoirement, si elle veut être crédible et continuer d’exister, insister sur les détails des informations traitées et fidéliser ses lecteurs à travers plus de professionnalisme. Malheureusement, tel n’est pas souvent le cas. Aujourd’hui, l’information est, la plupart du temps, orientée et intéressée.

À cause de la crise et toutes les difficultés qu’elles rencontrent, les rédactions sont infestées et envahies par les gens du pouvoir et ceux de l’argent qui contrôlent, de manière indirecte, l’information ; font et défont l’actualité. Ceci est d’autant plus vrai qu’au sein de quasiment toutes les rédactions, surtout la presse écrite, toute révélation entraîne mécaniquement une levée de boucliers au sein du lectorat par méfiance.

Dans cette situation où, comme le dirait l’autre, la gestion des journaux est devenue, indirectement, affaire de «grands messieurs» ; où, souvent, la Une est plus importante que l’article, nous croyons que c’est le journalisme, lui-même, qui est à redéfinir. De ces constats qui précèdent, nous estimons qu’il va, au préalable, falloir résoudre deux problèmes : quel modèle économique réinventer pour notre survie et qui peut et doit être journaliste ? Ce n’est qu’après avoir résolu ces deux questions que nous nous doterons d’une certaine solidité et de la crédibilité nécessaire pour faire face aux défis futurs. Aux médias de faire de cette faiblesse momentanée, une force durable

**Conclusion**

Finalement, à notre avis, bien que sérieusement menacée, la survie de la presse écrite est bien possible, mais dépend de plusieurs facteurs liés aux deux questionnements auxquels nous faisions allusion ci-haut. Il s’agit, d’abord et avant tout, de sa capacité de résistance et de résilience face à Internet et ses produits (réseaux sociaux et autres sites d’informations).

Il faut que la presse écrite et ses animateurs s’adaptent à ces nouvelles réalités, au contexte, à travers la création et l’animation de sites Internet ; la création et l’animation d’autres rubriques plus attrayantes (s’intéresser beaucoup plus à l’information de proximité, par exemple).

Pour ce qui concerne les Gouvernements, ils ont aussi un rôle à jouer dans la survie de la presse écrite. Il est dans leur intérêt de faire en sorte que les informations à travers lesquelles ils prennent des décisions soient fiables et proviennent de journaux et de journalistes professionnels et à l’abri de la manipulation.

Concrètement, ils doivent :

* jouer sur le coût des intrants,
* encourager une politique de solidarité (surtout par rapport aux annonces et publicités),
* revoir à la hausse l’Aide publique à la presse.

**Merci**